

Méthodes Sept bibliothèques lyonnaises (taille, architecture et situation géographique contrastées) ont été retenues pour l'étude. Le protocole a été conçu afin de permettre des mesures discriminant les multiples fréquences auxquelles les travailleurs sont exposés au cours d'une journée. Sur chacun des sites, 2 types de mesures sont réalisées de manière simultanée : l'une au moyen d'exposimètres portés par les travailleurs eux même tout au long de leur journée de travail, l'autre par sonde fixe en de nombreux points du site. L'exploitation de ces données est faite en parallèle d'un questionnaire budget espace-temps complété par les travailleurs investigués.

Résultats Ce travail en cours de réalisation permet dès à présent de fournir des premiers éléments descriptifs des niveaux d'exposition des travailleurs. Dans l'ensemble, ils sont relativement faibles et bien en dessous des normes en vigueur. Quelques niveaux observés se révèlent cependant plus élevés et méritent une investigation complémentaire notamment en ce qui concerne la technologie *radio frequency identification* (RFID).

Conclusions Cette étude est une contribution aux méthodes d'évaluation des situations d'exposition à de multiples sources de champs électromagnétiques. Nous proposons une discussion autour de la démarche d'élaboration du protocole de mesures, les difficultés et les limites techniques des différentes méthodes possibles à travers un exemple concret de mesures d'exposition sur un site. Ce travail aboutira à une méthodologie combinant mesures et simulation numérique spécifiquement dédiée aux études de l'exposition à l'intérieur des bâtiments. Le protocole pourra être transposé à d'autres professions, et permettre une matrice emploi/exposition sur les radiations non ionisantes.

Déclaration d'intérêts Les auteurs déclarent ne pas avoir de conflits d'intérêts en relation avec cet article.

<http://dx.doi.org/10.1016/j.admp.2015.04.039>

36

Gestion des déchets liquides par les laboratoires d'analyses médicales à Sidi Bel Abbès

Medical liquid waste management in Sidi Bel Abbès laboratories

B. Beghdadli*, O. Ghomari, K. Bouzid, A.B. Kandouci
Laboratoire de recherche en environnement et santé, Djillali Liabes
University of Sidi Bel Abbès, 22000 Sidi Bel Abbès, Algérie
*Auteur correspondant.

Adresse e-mail : beghdadli@yahoo.fr (B. Beghdadli)

Objectifs Évaluer le mode de gestion des déchets liquides par les laboratoires d'analyses médicales au regard de la réglementation internationale.

Méthode Vingt-huit laboratoires ont été concernés. Les données ont été recueillies sur une fiche préétablie, remplies par le médecin du travail par interview des laborantins. Les déchets liquides ont été définis comme les matières liquides ou effluents résultant des activités de diagnostic biologiques des laboratoires d'analyse médicale.

Résultats Vingt-huit laboratoires sur 30 ont participé à cette enquête (93,3 %). Ces laboratoires réalisent des examens hématologique, biochimique, virologique, bactériologique, parasitologique et basculloscopique à partir de différents liquides biologiques (sang, urine, liquide céphalo-rachidien, pus, salive). Dix-sept laboratoires (60,7 %) effectuent le tri des déchets liquides selon qu'ils soient biologique, chimique ou mixte et aucun laboratoire ne sépare les déchets infectieux selon la pathogénicité (classe 1, 2, 3 ou 4). Dans 75 % des cas, les tubes, pots et flacons contenant les déchets liquides sont regroupés au lieu de stockage dans des sacs jaunes. Or, le conditionnement permet un rangement des déchets par catégorie et favorise ainsi l'identification selon le risque infectieux. Pour les effluents supposés contenir des agents de groupe de risque 1 (inoffensifs), les dispositions normatives n'exigent pas de conditionnement ; par contre, ce type d'effluents devraient être séparés de ceux du groupe de risque 2 et/ou 3 ; 39,3 % des laboratoires respectent le mode et le temps de stockage. Les déchets liquides sont

collectés et transportés pour un traitement à 96,6 % pour ceux infectieux, et à 57,1 % pour ceux mixtes. Le mode de décontamination utilisé est l'incinération. Les effluents non traités sont déversés dans le réseau d'égout par le biais des lavabos et éviers (39,3 % des cas), ou jetés à la poubelle (3,6 %). Les agents de collecte de déchets liquides portent des gants dans tous les laboratoires, et une blouse dans 85,7 % des cas ; le port de masque n'est effectif que dans 4 laboratoires (14,3 %).

Conclusion La gestion des déchets liquides par nos laboratoires n'est pas satisfaisante présentant un risque pour les professionnels et la population générale et l'environnement.

Déclaration d'intérêts Les auteurs déclarent ne pas avoir de conflits d'intérêts en relation avec cet article.

<http://dx.doi.org/10.1016/j.admp.2015.04.040>

Ateliers

37

Grossesse au travail et exposition aux produits chimiques

Pregnant women at work and exposure to chemicals

S. Malard^{a,*}, A. Chapouthier-Guillon^b, J.-B. Henrotin^c,
A. Radauceanu^c

^a INRS, département études et assistances médicales, 65, boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris

^b INRS, pôle informations juridiques, 65, boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris

^c INRS, département épidémiologie en entreprise, rue du Morvan, 54519 Vandœuvre-lès-Nancy

*Auteur correspondant.

Adresse e-mail : stephane.malard@inrs.fr (S. Malard)

En France, environ 500 000 femmes exercent chaque année un emploi pendant leur grossesse. Les services de santé au travail sont ainsi régulièrement questionnés sur l'impact des conditions de travail sur le bon déroulement de la grossesse et sur la démarche de prévention dans ce contexte particulier. Le Code du travail impose à l'employeur d'évaluer l'ensemble des risques professionnels, et en particulier les risques pour la reproduction. Les mesures de prévention à mettre en œuvre, décidées sur la base de cette évaluation ont un double objectif : la protection de l'enfant à naître et la préservation de la santé de la femme enceinte. Ces mesures supposent une information adéquate des salariées, d'éventuels aménagements, voire le retrait pur et simple des salariées de certains postes exposants. De par sa formation, sa position dans l'entreprise et ses missions, notamment de conseil auprès de l'employeur et des salariées, le médecin du travail est un acteur central dans le dispositif de prévention. L'employeur fait classiquement appel à lui pour remplir ses obligations d'évaluation et de prévention des risques professionnels.

La tâche peut cependant, selon les situations, s'avérer compliquée. Comment répondre au mieux aux sollicitations sans tomber dans l'application systématique et irraisonnée du principe de précaution ? Où trouver les bonnes informations pour prendre des décisions éclairées ?

Pour réfléchir et échanger sur ces questions, un atelier interactif sur le thème « grossesse au travail et exposition aux produits chimiques » est proposé au 16^e colloque de l'ADEREST. Dans un premier temps, les éléments essentiels de la réglementation et le rôle spécifique du médecin du travail dans ce cadre seront rappelés. Deux cas pratiques seront ensuite présentés. Ils seront l'occasion d'aborder les questions des sources d'information et des outils pratiques disponibles en fonction des difficultés spécifiques rencontrées sur le terrain, ainsi que de l'évaluation des risques pour la femme enceinte liés aux produits chimiques et de la démarche de prévention dans ces 2 exemples. Le premier cas concernera le secteur du nettoyage à sec. Le second, basé sur les récents travaux de synthèse de l'INRS, abordera la question de l'exposition aux produits cosmétiques dans le milieu de la coiffure.